L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 AOUT 1867.

Entre les rues Bienville et Conti.

DUPUOY & LISBET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9, par trimestre, $4;
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à côté de celle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $30 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents cette la ligne pour chaque insertion.

Une annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur seront accordés à la fin de chaque mois.

VOIR : NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 9 AOUT.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par John C. Kuhn—à 10 heures, au No 184, rue des Remparts, une pharmacie et son contenu ; également, un lot d'étagères avec vitrines.

Par Eugène Tournel—au No 95, rue Vieille-Levée, vins en barriques et en caisses, madère, sherry, sardines, petits pois, sirop de limon, &c.

Par Louis Stern & Bro.—dans leur salle d'encan, rue du Camp, marchandises sèches, habillements, chapeaux, confections, se latic, &c.

Par J. P. Roisseau—aux Nos 42 et 44 de la rue Gravier, un lot de meubles.

Par S. Gouzenli—coin Bienville et Passage de la Bourse, meubles et un beau coffre-fort.

Par Hoffman & Markens—No 28 de la rue de Chartres, marchandises sèches, lingerie, habillements de saison.

Par A. Ferber—au No 66 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, lingerie, bottes, souliers et chapeaux.

Par Montgomery Bro & Co.—sur la Levée, en débarquement du bateau à vapeur Clara Dolson, perches de cèdre.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

France et Angleterre.

Nous avons trouvé, dans le *Blackwood's Magazine*, du mois de juillet, un article sur la vie de Napoléon Ier, article où les deux Napoléon sont mis en parallèle d'une manière favorable à celui qui vit. Il est question surtout de l'alliance anglaise, que Napoleon III a cultivée.

" Parmi les calamités qui, suivant l'auteur de l'article, auraient pu être évitées par l'alliance franco-anglaise, si cette alliance eut été mieux cimentée, est la dernière guerre d'Amérique, entre le Nord et le Sud des Etats Unis. " Nous aurions pu, dit Blackwood, arrêter à son début, cette épouvantable guerre civile, et aulieu de laisser se former une démocratie-monstre, qui menace les droits et les libertés du monde entier, assurer la division de l'Amérique du Nord en deux grandes républiques pour l'incontestable avantage des deux, tout en arrêtant l'effusion du sang et en épargnant une perte incalculable d'argent.

Ces réflexions sont justes, et une fois sur ce chapitre, il est clair que le Blackwood's *Magazine* devait être favorable à Napoléon III, qui a certainement fait tout ce que, seul, il pouvait faire dans l'intérêt de la paix entre les deux sections. On peut parler de cette politique napoléonienne sans l'exposer à la haine de ceux qui avaient cherché bonnement dans la guerre un moyen d'abolir une institution qu'ils abhorraient franchement. Napoléon, comme tous les hommes d'Etat, pouvait respecter ce qu'il n'aimait pas, mais on sait bien que s'il eut été obligé d'en venir à des actes de guerre pour protéger les Etats du Sud contre leurs trop puissants adversaires, il ne l'eût fait que sur des garanties données pour l'extinction de l'esclavage, garanties qu'il eût certainement obtenues après la bataille de Gettisburg, si l'Angleterre eut voulu coopérer activement soit dans un plan de médiation, soit, au besoin, dans un plan d'intervention fondé sur l'unique principe de l'indépendance des peuples.

Mais Blackwood a raison de le dire : l'alliance franco-anglaise n'a jamais été assez forte ment cimentée pour produire des effets profitables. L'Angleterre n'y a jamais cherché que son avantage propre, tel partout on est avantage ne se trouvait pas, l'alliance ne se trouvait pas mieux. L'Angleterre ne voyait nul profit pour elle dans l'indépendance nationale du Sud, mais elle voyait son profit non seulement dans l'abolition de l'esclavage, mais encore et principalement dans la destruction totale du travail rival aux filatures et le gouvernement anglais voit encore avec jalousie qu'il reste au Sud assez de bras pour y maintenir les récoltes de coton au tiers de ce qu'elles étaient avant la guerre.

Napoléon au contraire ayant besoin du coton du Sud, à défaut de possessions asiatiques où il est peu ou pas encore la culture, désirait que le Sud en produisit beaucoup, et s'il était bien résolu à exiger du Sud l'abolition du travail forcé, il était bien résolu aussi à ne pas disjoindre le Sud de sa puissance productive. Ce qu'il a fait à propos de la Guadeloupe et la Martinique émancipées nous donne l'idée de ce qu'il eut conseillé de faire au Sud, et ce qui a si bien réussi sous les tropiques pouvait mieux réussir encore sous la zone comparativement tempérée des Etats du Golfe.

On peut donc dire hardiment aujourd hui que la politique de Napoléon à l'égard de l'Amérique, eut été tout à la fois utile à la liberté et à la prospérité de ce pays, sans porter atteinte aux droits ni même à la puissance de personne, et nous ne voyons pas que les Etats-Unis divisés en deux républiques eussent été moins forts qu'aujourd'hui contre les attaques de l'étranger. Ce qui est certains c'est qu'ils en eussent été plus riches.

La politique de l'Angleterre était opposée à ce double résultat, et tout en paraissant plus habile que Napoleon aux institutions dont le Nord ne voulait plus supporter l'existence, elle voulait sciemment la ruine générale des Etats fédéraux, ruine qui devait être inévitablement l'œuvre du temps. Ainsi, dans cette grande phase de l histoire américaine, c'est Napoléon III qui a été l ami des Etats-Unis et c'est le gouvernement anglais qui secrètement a désiré leur amoindrissement et leur ruine.

Pour ce gouvernement l alliance franco anglaise n'a évidemment qu'une valeur d'occasion. Aussi, qu'a t elle produit ? Rien, à l'exception de la guerre de Crimée qui n'a donné qu'un résultat de *statu quo*, résultat provisoire et auquel personne ne se fie en Europe, mais qui pour l'Angleterre est précieux. Il est clair qu'une fois dans la Méditerranée les flottes russes finiraient par en chasser les flottes britanniques et alors crouleraient l'empire anglo indien. Or, la conservation de cet empire étant devenue presque le but unique de la politique anglaise, tous ses efforts tendent vers ce point, tout son génie s'exerce à le consolider, et toute son action y est subordonnée. Dès lors, pour l Angleterre il n y a plus d'alliances que celles qui sont utiles à sa domination dans l'Inde. C'est pour cela que l'Angleterre a été nulle dans les affaires d'Italie, nulle dans les affaires de duchés de Elbe, nulle dans les affaires d'Allemagne, elle a été encore plus nulle dans les affaires du Mexique, et sera toujours plus nulle dans toutes les affaires qui ne la concernent point paidirectement. De là vient la nullité de l alliance dont parle Blackwood. Heureusement, la France agit sans l'Angleterre.

DEUX AUTRES DÉCAPITATIONS.—Le chef de police Thomas E. Adams est révoqué et remplacé par un ordre conçu ainsi :

(*Extrait*)

4. A la requête de son Honneur le maire Heath, de la ville de la Nlle-Orléans, Thomas E. Adams, chef de police de cette ville, est, par la présente, révoqué de son office et J. J. Williamson est nommé chef de police à sa place.

Par ordre du Gén. P. H. Sheridan.
GEO. L. HARTSUFF,
A. A. Gén.

L'autre décapitation concerne le juge du 12e District judiciaire de l'Etat du Texas, Edward Dougherty, qui est révoqué dans les termes suivants :

(*Extrait*)

3. Pour avoir nié la suprématie des lois du Congrès et avoir dit qu'il n'y obéirait point ; pour avoir tenu en conflit avec les lois de l Etat du Texas, et pour avoir ouvertement désavoué le gouvernement des Etats Unis, et tout cela dans la bouche et en présence du major général J. J. Reynolds, commandant le sous district du Rio Grande, Edward Dougherty, juge de la 12e district judiciaire de l'Etat du Texas, est, par la présente, révoqué de ses fonctions, et Edward Beane est nommé juge de ce district à sa place.

Par ordre du Maj. Gén. P. H. Sheridan.
GEO. L. HARTSUFF,
A. A. Général.

On dit que le major Williamson, nommé chef de police, a rendu des services à l'armée fédérale pendant la campagne du général Banks sur les bords de la Rivière Rouge, ainsi qu'à l'amiral Porter dont il contribua à sauver la flotte par la construction de digues qui procurèrent une profondeur d'eau suffisante pour les les vaisseaux.

AVIS MÉDICAL.—On verra par un avis de M. Ed. Ware, agent général des billets du chemin de fer de Jackson, que les délégués à la Convention nationale des Baptistes qui se tiendra à Nashville le 16 courant, pourront obtenir des billets d'aller et retour pour moitié prix, c'est-à dire qu'en payant prix plein pour aller, il recevront un billet de retour gratis.

AVIS AUX TOURISTES.—Le *Minnesota* est la Suisse américaine, le pays des collines et des lacs. Aussi beaucoup de familles se proposent-elles d'aller passer l été à St Paul ou dans les environs. Pour éviter la monotonie du voyage, le meilleur moyen est de prendre le chemin de fer de Jackson, et ensuite soit de se rendre à Memphis pour y prendre les beaux bateaux de la ligne de St Louis et Memphis, soit de continuer par les autres voies ferrées. On obtiendra toutes les renseignements en s'adressant à M. Ed. Ware, agent général des billets. Voir son annonce.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—8 août.

THERMOMÈTRE DE C. DURAMEL, Opticien. Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	81 degrés.
Midi.	85 "
3 heures P. M.	87 "
6 heures P. M.	81 "

PETITS BILLETS.—Il est rentré déjà une si grande masse de billets de $50 et de $10 que ceux qui restent sont plus demandés qu offerts et nous nous étonnons qu'il y ait toujours la même affluence de monde à l Hotel de Ville pour en demander de petits. Il faut que les détenteurs des gros billets aient beaucoup de temps à perdre, car la différence de cote entre les billets de toute les dénominations n'est plus qu'une bagatelle et tous ont lopen yeux sa taux où ils étaient lorsque le maire imagina contre eux, ou ne sait pourquoi, une guerre absurde et inexcusable.

ARRESTATIONS PENDANT LE MOIS DE JUILLET. — Les arrestations suivantes ont été faites par la police de cette ville pendant le mois de juillet :

Districts.	Hommes.	Femmes.
1er District	632	176
2e "	580	156
3e "	218	30
4e "	182	24
Total général.	1,612	386

Il y avait en juin 1,800 arrestations seule ment.

SKIFF CAPTURÉ.—L officier Jerry Donovan, de la police de la 4e district a arrêté avant-hier soir un skiff, un homme à qui il a supposé que le skiff n'appartenait pas. A la station, cet homme a été reconnu comme un vieux voleur de profession et a été placé sous son nom de Joseph Ferrer. La conduite de cet homme a donné matière explication sur la manière dont le skiff est arrivé en sa possession. La petite embarcation a été déposée au corps de garde de la rue du Canal.

SANS MAÎTRE.—Le raideur de 8 grosses pièces de bois, qui avait été trouvé à la dérive sur le fleuve il y a un mois, et amarré au quai du Troisième District, n a pas encore été réclamé par celui en qui il a droit.

ABANDONNÉ. — Un petit nègre de 10 ans qui répond à l appel d Edward, a été amené mercredi dernier au corps de garde de l'académie, Quatrième District. Ce petit nègre a perdu sa mère.

RECOURIR GRATUIT.—John Greeley a été interrogé hier matin sur l'accusation d'avoir commis un assaut et un vol au détriment de T. C. Hueston qui raconte le fait ainsi :

Lui, Hueston, était sur la Levée devant la place Jackson, quand Greeley l'attaqua, lui lança une pierre, le renversa et lui enleva pour $150 de valeurs.

BUREAU DES ÉCOLES.—A une réunion des directeurs des écoles publiques, une protestation a été faite contre la dernière résolution des assistants-aldermen, ayant pour but leur révocation.

M. Parham, du comité des professeurs, en réponse à l'allocution de leur rapporteur a constaté que par un d eux, il a été envoyé pendant l année scolaire.

En conséquence, le Bureau adopte une résolution pour la formation d un comité des Cinq seize, qui sera chargé d'instruire cette affaire.

VOL DE BIJOUX.—Un voleur est entré dans la chambre de Mlle Fait, au coin des rues Bienville et Dorgenois, hier matin, vers 7 heures et y a pris, pendant son absence, une montre d'or avec diamants, une chaîne d'or, avec clé et croix attachée, une autre petite chaîne de cou, avec une croix ; une broche d'or avec quatre pierres, une paire de boucles d'oreilles en or, une paire de bottines et pour quelques uns des porte-monnaie de fantaisie avec bandes d'argent, une paire de bottinques et autres bijoux. On ne sait pas encore si cette dame a été volée ou l'a prêté ses bijoux à quelque amie. Mme Fait logeait dans une maison de pension.

Nouvelles Politiques.

Nous remarquons ce qui suit dans la correspondance de M. Gaillardet :

M. Emile Ollivier entreprit de la calmer en ramenant l opposition au centre de la modération et de la justice pour tous. Dans un discours savamment préparé, démenti dans la longueur, et toujours poussé dans l attaque, il reproche à ce cabinet de n'avoir pas accordé la mesure par ses mots de néant, néant, néant ! au président des conversations efficaces déjà faites par l empereur, et il combattit la prétendue opinion de ceux de ses autres amis qui pensaient que ces concessions auraient dû amener le départ de M. Rouher. Un autre adversaire, M. Ollivier approuve l'empereur d'avoir conservé son ministre, mais à la condition qu'il se mettrait à la tête franchement les réformes nécessaires, comme l ont fait, en Angleterre, sir Robert Peel et M. Disraeli. Toutefois, s'il ne demande pas la suppression du ministère d'Etat, M. Emile Ollivier demande la suppression de son ministre, qui n a plus aucune raison d'être, depuis que les autres ministres siégent aussi entre eux et peuvent aussi bien affaires à la chambre. Suivant lui, le ministre d Etat est aujourd hui un rouage inutile, un *vice emperata* aux rapports faciles.

La démission impressionna désagréablement M Rouher et la chambre. Elle fut applaudie et commentée par tous les journaux de l opposition, qui firent une charge à fond de train sur le vice empereur, qui en eut aux trois quarts détruit. Dans la *Liberté*, M. Emile de Girardin annonça sa retraite définitive de la politique militante, imminente, et dans cette cellule circulaient des listes d'un nouveau cabinet composé de MM. Emile Ollivier, Buffet, Jules Chevreau, Dronyn de Lhuys, lorsque le *Moniteur* publia la lettre adressée par l'empereur à M. Rouher avec une grand'croix de la Légion d'Honneur en diamants d'une valeur de 60,000 francs, comme une preuve flouvelle de sa confiance et de son estime. Cette lettre, qui fut suivie par le bruit qu'il courait son ministre et revendiquait solennellement la responsabilité de tous ses actes, fit l'effet d'un coup de théâtre. Elle a rapporté à la succession de M. Rouher rentrerait dans la coulisse.

Voici, en effet, le second fait que nous sommes heureux de signaler :

La société des Prêts de lettres a demandé à M. le Ministre de l'intérieur l'autorisation de réunir à Paris un Congrès littéraire international, et a sollicité en même temps le concours de l'administration pour la réalisation d'une pensée qui est si digne de l'esprit élevé de notre temps.

La Société exprimait l'espoir qu'une somme de 3,000 fr. lui fût allouée dans ce but.

L'Empereur, en apprenant cette démarche, a souscrit spontanément pour une somme de 10,000 francs, en même temps que le ministre de l'intérieur s'empressait d'écrire à la Société des gens de lettres l'autorisation demandée.

Le comité de la Société s adressa au ministre la lettre suivante, qui contient l expression de sa vive reconnaissance :

A Son Excellence, le ministre de l'intérieur.

Monsieur le ministre,

Le comité de la Société des gens de lettres, dans sa séance d'hier, nous a chargés de remercier très vivement Votre Excellence pour le gracieux empressement qu'elle a mis à nous accorder l'autorisation de réunir à Paris, un congrès littéraire international.

Nous fondons de notre mieux pour que ce concours des écrivains de tous les pays, attendu et nécessaire, ne dépare point l ensemble des œuvres accomplies par la France, en cette grande année 1867.

Le comité prie Votre Excellence de porter jusqu à l empereur l'humble expression de notre respectueuse et sincère reconnaissance pour le don de 10,000 francs que Sa Majesté a bien voulu nous accorder.

Il appartenait au souverain qui a conquis le droit d ajouter, au triple diadème dont a tous les rois, cette arme plus rare : sa plume d historien et d écrivain, à l'empereur à l'empereur.

Ces obscurités de l'horizon européen, jointes aux oscillations de notre politique intérieure, à l ajournement des réformes promises, aux exigences excitées, puis comprimées, ont causé dans les esprits une effervescence, un désir, qu'ont révélé l'animation des débats législatifs et les violences des journaux, dégénérées en provocations scandaleuses, telles que le cartel du sénateur Lacaze à son collègue M Sainte Beuve, et les voies de fait des frères Dorsay et Cassagnac contre M. Weiss du *Journal de Paris* et M. L. Vermorel du *Courrier français*. Le ministre de l'instruction publique qui a soulevé ces derniers conflits par la rigueur excessive avec laquelle il a puni un acte littéraire blâmé de l'Ecole Normale, est rentré spontanément dans une voie plus conciliante, en autorisant les élèves de troisième année de l'Ecole Normale à reprendre leurs études, et en retirant la plainte en diffamation qu'il avait portée contre M. Weiss. Il complétera ces sages inspirations en ouvrant Messieurs ses collègues à la paix générale du Japon. De son côté, M. Lacaze, l'orthodoxe, qui a été très puni de sa ridicule sortie contre M. Sainte Beuve, par la publicité qu'a attirée sur ses antécédents républicains, a voulu se faire pardonner cette incartade, en défendant, avec un libéralisme et un talent réels, l'auteur de la contrainte par corps vivement combattue par M. Delangle dans le sénat, ou elle a passé, non sans peine, à la majorité de six voix. Mais il est plus difficile de rendre un incendie que de l allumer, et nous sommes encore à l'état de combustion. Les élections les plus graves pour la paix intérieure comme pour la liberté, il n'est pas encore temps de les faire sortir de leur cendre.

Voilà la situation. Elle est tendue comme on dit en patois politique. Cependant, la corde n'est pas encore près de casser.

Elections des Conseillers généraux

Un décret récent fixe au 3 et 4 août prochain les opérations électorales pour le renouvellement des séries des conseillers généraux d'arrondissement dont le mandat expire.

Les conseillers généraux sont élus pour neuf ans. Aux termes de l art 9 de la loi du 22 juin 1833, ils sont rééligibles par tiers tous les trois ans et sont indéfiniment rééligibles. A la session qui suit la réélection générale, le conseil élit pour la première fois de chaque période triennale, son président, ses vice-présidents et son secrétaire, les trois ans sont pour l'ordre de leur renouvellement.

Il en fut ainsi lors des élections générales des conseillers généraux. En 1855, la première série fut renouvelée. En 1858, la seconde, en 1861, la troisième. En 1864, vint une seconde fois le tour de la première série.

C'est la seconde qui va, en 1867, être soumise à la réélection.

Le Président reviendra, en 1870, devant le scrutin, et ainsi de suite.

La prochaine élection va avoir une importance toute particulière, toute nouvelle.

Depuis le renouvellement de la série précédente, la loi du 1866 a été votée.

Elle est venue modifier profondément la législation antérieure sur les attributions des conseils généraux. Elle a apporté à ces assemblées des droits nouveaux, des pouvoirs considérables.

Sur presque toutes les affaires départementales où ces conseils ne faisaient autrefois qu émettre des avis, ils sont investis maintenant du pouvoir de statuer.

En matière de finances, de centimes additionnels et même il empruntent, ils sont le juge définitif de leur décision en dernier ressort dans bien des cas où ils se bornaient à émettre une délibération consultative.

Il importe de bien le rappeler aux électeurs, en présence des scrutins qui vont s ouvrir par les attributions nouvelles qu'ils ont reçues de la loi de 1866, les conseils généraux de la Seine vont à exercer une influence très sérieuse sur la situation financière des département. Le budget et les charges d un avenir assez long sont entre leurs mains.

Ils peuvent faire beaucoup de bien, donner un essor très utile aux travaux publics, aux dépenses des services départementaux, et engager peu à peu le département dans une voie de prospérité réelle, qui sera la loi du jour le plus prochain des assemblées, un bienfait pour chacun.

Mais, en revanche, les conseils généraux peuvent faire tout aussi bien le contraire.

Que les électeurs y songent ! Leurs intérêts sont gravement engagés dans l opération délicate qui va leur être soumise.

Il ne s agit pas, désormais, de voter par routine, de livrer les résultats du scrutin à d obscures considérations de personnes ou de localités. Il faut nommer des hommes d'affaires, des candidats broyant, qui puissent arbitrer d'eux les promesses, les flatteries, et qui, pour trancher l ambitieuse question des chemins et des affaires du canton comme de celles d Haïti ou de Sébastopol.

Les conseillers généraux vont disposer maintenant, bien plus qu autrefois, de la bourse des contribuables, de la fortune des départements.

Que chaque électeur calcule ce qu'un mauvais choix peut lui coûter d impôts, de centimes additionnels et d emprunts ! Que les véritables intérêts locaux puissent de plus en plus être traités des élections qu'ils vont faire, et choisi, préoccupé de ses intérêts, s'efforcera de faire le meilleur choix.

Toutes les sédactions, toutes manœuvres échouront devant cette conviction bien répandue dans l électorat.

Le suffrage y gagnera en discernement, en sagesse, nous allons presque dire en moralité, les assemblées départementales, déjà si hautes, si respectées, si populaires, le seront par le choix d hommes plus actifs, plus jeunes, plus pratiques, plus éclairés.

Avec une loi nouvelle, avec des pouvoirs nouveaux et une grande responsabilité, il faut des conseils généraux à la hauteur de ce nouveau mandat.

Ici la politique est laissée à l écart ; il s agit d affaires parlementaire, de budget, de chemins, de routes, d instruction primaire, d'utilités, et non des opinions qui, à Paris, se disputent des portefeuilles à grands coups de phrases libérales.

Nous n'hésitons pas à affirmer qu en raison même de cette vérité les électeurs doivent se défier de ceux qui viennent à propos d élections départementales, agiter à leurs yeux un programme politique.

Ils doivent comprendre que dans l intérêt même des affaires, les meilleurs candidats sont ceux qui doivent apporter un esprit général un esprit de loyale neutralité sur les questions politiques, et ne pas hésiter en cas de difficultés, en soulevait des complications, en faisant la guerre de tiraillerie et l agitation dans une assemblée qui ne doit être que pratique et qu'on donne au département une bonne gestion administrative.

Ajoutons avoir écarté les ignorants et les incapables, écartons donc les brouilleurs, les organisateurs d'hostilité.

Nous le répétons : que les électeurs se souviennent des innovations de la loi de 1866. Plus que jamais, en faisant de mauvais choix, c'est contre eux-mêmes qu'ils voteraient.

(*Patrie.*)

Paris, 19 juillet

Encore six jours, messieurs en sept, et la Chambre se sera séparera pour ne se réunir qu en novembre.

Beaucoup de nos honorables députés s'occupent déjà de leur départ.

Les soins de la politique écartés, la villégiature va reprendre ses droits.

Après avoir liquidé quelques plaidoiries en retard, M. Jules Favre se propose d aller passer ses vacances dans une des villas aux bords de la Seine. Il y recevra, en attendu dans la propriété d'Ambevyzier (Seine et Oise), ou le fougueux adversaire de l administration de la Seine, M. Haussmann, ses prochains débats qui lui seront soumis à la juridiction de M. de Bismark. Notre rapprochement de la Russie paraît n avoir pas de suites sérieuses, et l on craint que l empereur Alexandre ne soit frustré des circonstances différentes accordées par le jury de la Seine à Berezowski, son assassin, qui n'est bien gardé d'user de son droit d'appel en cassation.

Ces obscurités de l'horizon européen, jointes aux oscillations de notre politique intérieure, à l ajournement des réformes promises, aux exigences excitées, puis comprimées, ont causé dans les esprits une effervescence, un désir, qu'ont révélé l'animation des débats législatifs et les violences des journaux, dégénérées en provocations scandaleuses, telles que le cartel du sénateur Lacaze à son collègue M Sainte Beuve, et les voies de fait des frères Dorsay et Cassagnac contre M. Weiss du *Journal de Paris* et M. Vermorel du *Courrier français*. Le ministre de l'instruction publique qui a soulevé ces derniers conflits par la rigueur excessive avec laquelle il a puni un acte littéraire blâmé de l'Ecole Normale, est rentré spontanément dans une voie plus conciliante, en autorisant les élèves de troisième année de l'Ecole Normale à reprendre leurs études, et en retirant la plainte en diffamation qu'il avait portée contre M. Weiss. Il complétera ces sages inspirations en ouvrant Messieurs ses collègues à la paix générale du Japon. De son côté, M. Lacaze, l'orthodoxe, qui a été très puni de sa ridicule sortie contre M. Sainte Beuve, par la publicité qu'a attirée sur ses antécédents républicains, a voulu se faire pardonner cette incartade, en défendant, avec un libéralisme et un talent réels, l'auteur de la contrainte par corps vivement combattue par M. Delangle dans le sénat, ou elle a passé, non sans peine, à la majorité de six voix. Mais il est plus difficile de rendre un incendie que de l allumer, et nous sommes encore à l'état de combustion. Les élections les plus graves pour la paix intérieure comme pour la liberté, il n'est pas encore temps de les faire sortir de leur cendre.

Voilà la situation. Elle est tendue comme on dit en patois politique. Cependant, la corde n'est pas encore près de casser.

Dépêches d'hier après-midi.

L'AFFAIRE DU SECRÉTAIRE DE LA GUERRE.

CORRESPONDANCE ENTRE LUI ET LE PRÉSIDENT.

Washington, 7.—Il extrait suivant des délibérations congressionnelles pendant la discussion du bill sur les places, est cité comme s'appliquant à l'affaire Stanton :

"Le Sénateur Sherman dit: Je n'adhère pas au rapport du comité de conférence sans une grande répugnance.

Le Sénat avait par deux votes formels déclaré son intention de ne fixer en aucune manière la durée du terme des officiers du cabinet, mais de les subordonner au bon plaisir du Président, et telle fut, dans l origine, l idée qui présida à la création de leurs places, mais le but général de ce bill est si important, et c'est une si bonne réforme que, selon moi, il ne faudrait pas qu'elle fut mise en danger par une question collatérale. Le comité de conférence de la Chambre a été par deux fois forcé de se retirer sur ce sujet et il paraît y avoir une probabilité que le bill serait perdu sur une question collatérale et dépourvue d importance. Je ne fais qu'aucun trouble ne nécessaire, ne dépare point l ensemble des certes accomplies par la France, en cette grande année 1867.

Le comité prie Votre Excellence de porter jusqu à l empereur l'humble expression de notre respectueuse et sincère reconnaissance pour le don de 10,000 francs que Sa Majesté a bien voulu nous accorder.

Il appartenait au souverain qui a conquis le droit d ajouter, au triple diadème dont a tous les rois, cette arme plus rare : sa plume d historien et d écrivain, à l'empereur à l'empereur.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments les plus dévoués.

Pour le comité :
PAUL FÉVAL, *président*,
BIT T. TAYLOR, *président d honneur* ;
CHAMPFLEURY, *rapporteur*.

De pareils actes portent en eux-mêmes leur haute signification.

La pensée de réunir à Paris un congrès d écrivains, dans cette patrie où tant d illustres penseurs et qui est comme la capitale du monde intellectuel, est une pensée qui fait honneur à notre époque autant qu'à une époque quelconque du matérialisme cherchent à prévaloir. Il appartenait au souverain qui suivant la délicate allusion de la lettre ci-dessus, a fait l honneur de vous accueillir aux grandeurs de l homme politique la gloire de l écrivain, de l apprécier et de l encourager.

L empereur honore ainsi doublement le travail et l intelligence, les deux forces productives qui élèvent les nations.

Trés respectueusement,
EDWIN STANTON,
Au Président.

Washington, 7.—Une dépêche d Omaha dit qu un train de fret a été jeté hors de la voie du chemin du Pacifique, à 40 milles à l ouest de Cheyenne. Cinq personnes ont été tuées, et l ingénieur, le chauffeur et un autre employé ont été très, le fret brûlé, et que trois ou quatre locomotives ont été détruites. Le feu a été attribué à Nlver l'un qui le gouvernement a mourir.

Les Indiens ont tué sur le Sève Lake du fort Burton, à 40 milles au-dessus du fort Rice et un homme de l'équipage a été tué.

St Louis, 7.—Les commissaires indiens se sont réunis hier. Le colonel Taylor a été élu président permanent et S. S. White secrétaire. On discutait généralement sur les affaires indiennes.

Les Indiens ont chassé les mineurs de la Passe du Sud.

Mackekee a notifié à Brigham Young de rappeler ses missionnaires, attendu que le pays appartient aux tribus Mohakee

New York.—Kossuth a refusé un siége dans le parlement hongrois.

La vente de l'impératrice Eugénie en Angleterre a amené un vif mouvement dans le mois de novembre. L empereur est incessamment attendu en Angleterre.

Les Mémoires de Victoria ont été publiés et produisent sensation. S M. raconte toutes les circonstances de sa première présentation à son mari—elle décrit son extérieur et ses manières à lepoque et relève les déclarations d a mour.

Galveston, 8—Les déclarations de la fièvre ont été nombreuses toute nouvelle.

Depuis le renouvellement de la série précédente, la loi du 1866 a été votée.

Elle est venue modifier profondément la législation antérieure sur les attributions des conseils généraux. Elle a apporté à ces assemblées des droits nouveaux, des pouvoirs considérables.

Sur presque toutes les affaires départementales où ces conseils ne faisaient autrefois qu émettre des avis, ils sont investis maintenant du pouvoir de statuer.

En matière de finances, de centimes additionnels et même il emprunte, ils sont le juge définitif de leur décision en dernier ressort dans bien des cas où ils se bornaient à émettre une délibération consultative.

Il importe de bien le rappeler aux électeurs, en présence des scrutins qui vont s ouvrir par les attributions nouvelles qu'ils ont reçues de la loi de 1866, les conseils généraux de la Seine vont à exercer une influence très sérieuse sur la situation financière des département. Le budget et les charges d un avenir assez long sont entre leurs mains.

Ils peuvent faire beaucoup de bien, donner un essor très utile aux travaux publics, aux dépenses des services départementaux, et engager peu à peu le département dans une voie de prospérité réelle, qui sera la loi du jour le plus prochain des assemblées, un bienfait pour chacun.

Mais, en revanche, les conseils généraux peuvent faire tout aussi bien le contraire.

Que les électeurs y songent ! Leurs intérêts sont gravement engagés dans l opération délicate qui va leur être soumise.

Il ne s agit pas, désormais, de voter par routine, de livrer les résultats du scrutin à d obscures considérations de personnes ou de localités. Il faut nommer des hommes d'affaires, des candidats broyant, qui puissent arbitrer d'eux les promesses, les flatteries, et qui, pour trancher l ambitieuse question des chemins et des affaires du canton comme de celles d Haïti ou de Sébastopol.

Les conseillers généraux vont disposer maintenant, bien plus qu autrefois, de la bourse des contribuables, de la fortune des départements.

Que chaque électeur calcule ce qu'un mauvais choix peut lui coûter d impôts, de centimes additionnels et d emprunts ! Que les véritables intérêts locaux puissent de plus en plus être traités des élections qu'ils vont faire, et choisi, préoccupé de ses intérêts, s'efforcera de faire le meilleur choix.

Toutes les sédactions, toutes manœuvres échouront devant cette conviction bien répandue dans l électorat.

Le suffrage y gagnera en discernement, en sagesse, nous allons presque dire en moralité, les assemblées départementales, déjà si hautes, si respectées, si populaires, le seront par le choix d hommes plus actifs, plus jeunes, plus pratiques, plus éclairés.

Avec une loi nouvelle, avec des pouvoirs nouveaux et une grande responsabilité, il faut des conseils généraux à la hauteur de ce nouveau mandat.

Ici la politique est laissée à l écart ; il s agit d affaires parlementaire, de budget, de chemins, de routes, d instruction primaire, d'utilités, et non des opinions qui, à Paris, se disputent des portefeuilles à grands coups de phrases libérales.

Nous n'hésitons pas à affirmer qu en raison même de cette vérité les électeurs doivent se défier de ceux qui viennent à propos d élections départementales, agiter à leurs yeux un programme politique.

Ils doivent comprendre que dans l intérêt même des affaires, les meilleurs candidats sont ceux qui doivent apporter un esprit général un esprit de loyale neutralité sur les questions politiques, et ne pas hésiter en cas de difficultés, en soulevait des complications, en faisant la guerre de tiraillerie et l agitation dans une assemblée qui ne doit être que pratique et qu'on donne au département une bonne gestion administrative.

Ajoutons avoir écarté les ignorants et les incapables, écartons donc les brouilleurs, les organisateurs d'hostilité.

Nous le répétons : que les électeurs se souviennent des innovations de la loi de 1866. Plus que jamais, en faisant de mauvais choix, c'est contre eux-mêmes qu'ils voteraient.

(*Patrie.*)

Paris, 19 juillet

Encore six jours, messieurs en sept, et la Chambre se sera séparera pour ne se réunir qu en novembre.

Beaucoup de nos honorables députés s'occupent déjà de leur départ.

Les soins de la politique écartés, la villégiature va reprendre ses droits.

Après avoir liquidé quelques plaidoiries en retard, M. Jules Favre se propose d aller passer ses vacances dans une des villas aux bords de la Seine. Il y recevra, en attendu dans la propriété d'Ambevyzier (Seine et Oise), ou le fougueux adversaire de l administration de la Seine, M. Haussmann, ses prochains débats qui lui seront soumis à la juridiction de M. de Bismark. Notre rapprochement de la Russie paraît n avoir pas de suites sérieuses, et l on craint que l empereur Alexandre ne soit frustré des circonstances différentes accordées par le jury de la Seine à Berezowski, son assassin, qui n'est bien gardé d'user de son droit d'appel en cassation.

Ces obscurités de l'horizon européen, jointes aux oscillations de notre politique intérieure, à l ajournement des réformes promises, aux exigences excitées, puis comprimées, ont causé dans les esprits une effervescence, un désir, qu'ont révélé l'animation des débats législatifs et les violences des journaux, dégénérées en provocations scandaleuses, telles que le cartel du sénateur Lacaze à son collègue M Sainte Beuve, et les voies de fait des frères Dorsay et Cassagnac contre M. Weiss du *Journal de Paris* et M. Vermorel du *Courrier français*. Le ministre de l'instruction publique qui a soulevé ces derniers conflits par la rigueur excessive avec laquelle il a puni un acte littéraire blâmé de l'Ecole Normale, est rentré spontanément dans une voie plus conciliante, en autorisant les élèves de troisième année de l'Ecole Normale à reprendre leurs études, et en retirant la plainte en diffamation qu'il avait portée contre M. Weiss. Il complétera ces sages inspirations en ouvrant Messieurs ses collègues à la paix générale du Japon. De son côté, M. Lacaze, l'orthodoxe, qui a été très puni de sa ridicule sortie contre M. Sainte Beuve, par la publicité qu'a attirée sur ses antécédents républicains, a voulu se faire pardonner cette incartade, en défendant, avec un libéralisme et un talent réels, l'auteur de la contrainte par corps vivement combattue par M. Delangle dans le sénat, ou elle a passé, non sans peine, à la majorité de six voix. Mais il est plus difficile de rendre un incendie que de l allumer, et nous sommes encore à l'état de combustion. Les élections les plus graves pour la paix intérieure comme pour la liberté, il n'est pas encore temps de les faire sortir de leur cendre.

Voilà la situation. Elle est tendue comme on dit en patois politique. Cependant, la corde n'est pas encore près de casser.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelles de Washington.

Surratt entre la vie et la mort.

Rien de décisif sur Stanton.

Un juri de nouvelle espèce à Wilmington.

Un ordre du général Sickles.

Nouvelles d'Europe.

Légère hausse sur le coton.

Bon état des finances du gouvernement prussien.

Londres, 8, 2 h. P